



# Tous en grève le 27mai !

Dans un contexte de crise économique et sociale qui perdure, le gouvernement annonce le gel des dépenses publiques, les dépenses de fonctionnement devant baisser de 10% en 3 ans dont 5 % dès l'an prochain. Ce véritable plan d'austérité va priver la France d'emplois créateurs de richesses et qui alimentent la sécurité sociale. Il va également priver les salariés des améliorations de salaire nécessaires pour augmenter, ou ne serait-ce que maintenir, leur pouvoir d'achat. L'appauvrissement des services publics et de la Fonction publique, l'étranglement des budgets sociaux vont de fait renforcer les inégalités sociales. Une fois encore l'éducation, la recherche, la santé et la protection sociale vont être sacrifiées ainsi que les personnels qui assurent ces missions.

Pour la FSU, c'est à l'inverse une politique ambitieuse favorisant la création d'emplois respectueux de l'environnement dans tous les secteurs, qui investisse dans la recherche et l'éducation qui doit être engagée. Une politique qui favorise aussi l'emploi des jeunes.

Le gouvernement doit renoncer dans la Fonction publique à la suppression d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite et au recours à la précarité. Des mesures urgentes doivent être annoncées pour améliorer le pouvoir d'achat de tous les salariés. D'autres mesures pour l'emploi doivent être créées en contrôlant strictement l'utilisation des fonds publics et l'efficacité des effets sur l'emploi.

En ce qui concerne les retraites, la FSU reste attachée à l'amélioration du niveau des pensions pour tous les salariés et à la nécessité de corriger les dégradations subies par les fonctionnaires depuis la réforme de 2003 (CPA, avantages familiaux, inégalités homme/femme, baisse du niveau des pensions...).

Alors que le gouvernement s'apprête à rendre prochainement un document d'orientation, la FSU rappelle qu'il n'est pas question de remettre en cause l'âge légal de départ à la retraite, la durée de cotisation ou le calcul du montant des pensions sur les 6 derniers mois. Car cela conduirait inévitablement à dégrader un peu plus le niveau des pensions.

Le gouvernement ne peut plus occulter le nécessaire débat du financement des retraites car ce financement ne doit pas reposer sur les seuls salariés mais mettre à contribution les revenus aujourd'hui exonérés !

Il doit maintenant ouvrir de réelles négociations sur l'ensemble des questions relatives à l'emploi, aux salaires et aux retraites sans esquisser les revendications portées par l'ensemble des salariés.

C'est pour porter ces revendications et peser sur les choix à venir que la FSU appelle tous les personnels, dans le cadre de la journée interprofessionnelle organisée par la CGT, la CFDT, la FSU, Solidaires et l'UNSA, à être en grève le 27 mai prochain et à participer massivement aux manifestations.

**RASSEMBLEMENT MANIFESTATION UNITAIRE**

**DEPART 14 h 30**

**PLACE DE LA GARE METZ**